

Les premiers pas du président Biden au Moyen-Orient

Rachid Chaker

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/3 Automne** , PAGES 149 À 159
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303103

DOI 10.3917/pe.213.0149

Date de mise en ligne : 10/09/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-3-page-149?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les premiers pas du président Biden au Moyen-Orient

Par **Rachid Chaker**

Rachid Chaker est chercheur associé au Centre Thucydide de l'université Paris-2 Panthéon-Assas.

Joe Biden a démarré son mandat de président des États-Unis avec la ferme intention de rompre avec les pratiques de son prédécesseur Donald Trump. Au Moyen-Orient, cette posture est particulièrement visible sur le dossier du nucléaire iranien, dans le conflit israélo-palestinien et sur les relations avec les États arabes du Golfe. La nouvelle administration démocrate semble accorder davantage d'importance à la stabilité régionale et au respect des droits de l'homme.

politique étrangère

Quelle place occupe, et continuera d'occuper, le Moyen-Orient dans les préoccupations de la nouvelle administration Biden ? Alors que l'activisme de Donald J. Trump dans la région s'est traduit par une rupture avec la politique de ses prédécesseurs sur plusieurs sujets, Joe Biden semble vouloir en revenir à une démarche plus traditionnelle, privilégiant la stabilité régionale ainsi que les valeurs fondamentales tels que les droits de l'homme.

Le président Trump avait plusieurs raisons objectives de s'impliquer dans cette zone traversée de tensions depuis des décennies : lutter contre le terrorisme, satisfaire une base électorale en partie composée de chrétiens pro-israéliens, inciter les pétromonarchies du Golfe – dont il estimait que les ressources financières étaient insuffisamment mobilisées au profit des États-Unis – à acheter des produits américains¹, etc. Son premier voyage à l'étranger en tant que président des États-Unis avait été une visite de cette zone, plus spécifiquement l'Arabie Saoudite, avec de nombreux contrats à la clé pour des entreprises américaines.

1. T. Qiblawi, « Trump Says Saudi King Wouldn't Last "Two Weeks" Without US Support », *CNN*, 7 octobre 2018.

Quatre années plus tard, l'équation a changé à la Maison-Blanche. Outre le départ de Trump, la priorité de la nouvelle administration a surtout été de gérer la crise du Covid-19, et particulièrement le programme de vaccination aux États-Unis mêmes, ainsi que le plan de relance. Rappelons, de plus, que Joe Biden a été le vice-président de Barack Obama qui avait conçu, avec Hillary Clinton, un désengagement relatif des États-Unis du Moyen-Orient au profit d'un « pivot » vers l'Asie.

Dans cette région, les ruptures et continuités entre les ères Trump et Biden méritent d'être analysées plus précisément à l'aune de trois dossiers : le nucléaire iranien, le conflit israélo-palestinien et le Golfe arabo-persique.

Le retour à la négociation avec l'Iran

Durant sa campagne électorale, le candidat Biden avait annoncé qu'en cas de victoire l'un de ses objectifs serait de revenir à l'accord sur le nucléaire iranien, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), dont les États-Unis s'étaient retirés sous Donald Trump. L'ancien président américain avait en effet qualifié cet accord international de « pire *deal* de l'histoire ». Selon lui, cet accord ne permettait pas de garantir que l'Iran ne serait pas en mesure de produire une arme atomique. En outre, Trump reprochait au JCPOA de ne concerner que le programme nucléaire et de n'inclure ni la question de l'influence régionale de l'Iran (notamment en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen)², ni le programme de missiles balistiques de Téhéran³.

En mai 2018, le président Trump annonçait le retrait des États-Unis de l'accord de Vienne signé en juillet 2015, réinstaurant dans la foulée des sanctions contre la République islamique. Cette décision était au demeurant conforme aux souhaits émis de longue date par certains alliés des États-Unis au Moyen-Orient, dont Israël et certaines monarchies arabes du Golfe, aux premiers rangs desquelles l'Arabie Saoudite, Bahreïn et les Émirats arabes unis. Par la suite, Washington a mis en place une politique « de pression maximale » contre Téhéran, dont on peut supposer qu'elle visait à mener à un changement de régime. L'option de la force a également été ponctuellement choisie pour contrer l'influence régionale de l'Iran. Ce fut le cas en janvier 2020 avec l'assassinat en Irak, par un drone américain, du général Qassem Soleimani, commandant de la Force Al-Qods des Gardiens de la Révolution.

2. « Remarks by President Trump on Iran », Maison-Blanche, 8 janvier 2020.

3. L'Iran est un des seuls États de la région à disposer d'une industrie militaire en mesure de développer ses propres missiles balistiques.

Impasses européennes

Face au retrait américain du JCPOA, les États européens se sont retrouvés dans une impasse. Attachées à l'accord de 2015, les puissances européennes, France et Allemagne en tête, ont considéré – tout comme la Chine et la Russie – qu'il restait en vigueur et ont appelé l'Iran à continuer de respecter ses engagements⁴. Deux éléments peuvent expliquer cette position européenne.

D'une part, la conviction que cet accord était suffisamment robuste et fournissait la meilleure garantie du maintien sous contrôle international du programme nucléaire iranien. D'autre part, les impacts économiques d'un abandon complet du JCPOA pour les entreprises européennes pouvaient s'avérer lourds. Suite à la levée partielle des sanctions internationales en 2015, des entreprises européennes avaient en effet repris leurs investissements en Iran. Du fait du retrait américain de l'accord et du rétablissement de certaines sanctions, plusieurs d'entre elles devaient à leur tour se retirer du pays : de grandes entreprises européennes – dont Total –, ayant également des activités aux États-Unis, devenaient passibles de poursuites devant la justice américaine si elles n'abandonnaient pas leurs activités en Iran. De fait, les sanctions unilatérales américaines ont eu pour effet de fermer quasi complètement le marché iranien aux compagnies occidentales. Les Européens ont alors tenté de mettre en place un dispositif juridique permettant à leurs entreprises de contourner les sanctions américaines ; mais ce mécanisme n'a pas eu l'effet escompté.

Biden et l'Iran : une reprise progressive du dialogue

Depuis son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 2021, l'administration Biden a repris le dialogue avec l'Iran et des discussions sont en cours sur un possible retour des États-Unis dans l'accord de Vienne. Téhéran, de son côté, affiche officiellement une posture sans concession, attribuant la responsabilité de la situation à l'administration précédente et estimant que le premier pas doit venir de Washington. Dans le même temps, les dirigeants iraniens souhaitent mettre la pression sur les Occidentaux pour obtenir certaines concessions, le régime annonçant au premier semestre 2021 reprendre son enrichissement d'uranium à 20 %.

Les chances de revenir à l'accord de 2015 sont néanmoins relativement grandes, tant Iraniens et Occidentaux ont intérêt à sortir de la crise. Une

4. « Déclaration conjointe du Président de la République Emmanuel Macron, de la Première ministre Theresa May et de la Chancelière Angela Merkel, à la suite de la déclaration du Président Donald Trump sur l'Iran », 8 mai 2018, disponible sur : www.elysee.fr.

donnée à prendre en compte est toutefois le résultat de l'élection présidentielle iranienne du 18 juin 2021, qui a vu la victoire d'Ebrahim Raïssi, considéré comme un ultraconservateur. Même si le pouvoir demeure concentré dans les mains de l'ayatollah Khamenei, rappelons que la crise sur le nucléaire iranien s'était complexifiée en 2005 avec l'arrivée à la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, et que son départ en 2013 avait pu ouvrir la voie à l'accord de 2015⁵.

Donner des garanties aux alliés régionaux

En cas d'accord avec Téhéran sur la question nucléaire, le gouvernement américain devra rassurer d'autres acteurs du Moyen-Orient ayant une position hostile à l'Iran. Israël, comme plusieurs États arabes du Golfe, redoute l'hypothèse d'un Iran nucléaire et souhaite contenir l'influence régionale iranienne, ainsi que ses capacités balistiques. Sur ces deux derniers points, l'administration Biden devra se garder de reproduire les erreurs de Barack Obama, qui n'avait pas réussi à réduire ces

Les chances de revenir à l'accord de 2015 sont relativement grandes

inquiétudes. Donald Trump avait, en conséquence, bénéficié d'un fort soutien de ses alliés moyen-orientaux lorsqu'il avait pris la décision de sortir du JCPOA. Rassurer ces alliés serait donc d'autant plus important que certains États – en particulier Israël – n'ont pas écarté l'option militaire pour interdire à l'Iran d'accéder au seuil nucléaire.

Contenir l'influence de la Chine au Moyen-Orient

Enfin, dernier aspect, l'un des objectifs d'un retour américain dans l'accord sur le nucléaire pourrait être de contenir l'influence de la Chine au Moyen-Orient. Pékin a en effet pu profiter du vide provoqué par les sanctions américaines pour renforcer sa position dans cette région convoitée⁶. La République populaire de Chine est désormais le premier client et le premier fournisseur de la République islamique⁷. Fin mars 2021, les deux pays ont signé un accord de partenariat stratégique pour 25 ans, qui prévoit notamment le renforcement des collaborations dans les domaines économique, politique et militaire⁸. La Chine est également présente dans la région *via* une implantation militaire à Djibouti et a mis en place des partenariats stratégiques de haut niveau aussi bien avec l'Iran qu'avec l'Arabie Saoudite, les Émirats et l'Égypte⁹. De fait, un retour américain

5. B. Obama, *Une terre promise*, Paris, Fayard, novembre 2020.

6. « Iran Says China's CNPC Replacing France's Total in Gas Project », *Reuters*, 25 novembre 2018.

7. « Le Commerce extérieur de l'Iran en 2019-2020 », document établi par le service économique de l'ambassade de France à Téhéran, disponible sur : www.tresor.economie.gouv.fr.

8. A. Vatanka, « Making Sense of the Iran-China Strategic Agreement », Middle East Institute, 26 avril 2021.

9. J. Fulton, « China's Changing Role in the Middle East », *Atlantic Council*, juin 2019.

dans le JCPOA et une levée au moins partielle des sanctions permettraient aux Iraniens de réduire leur isolement et leur dépendance vis-à-vis de Pékin, de diversifier leurs partenariats notamment au profit des Occidentaux et donc de contenir l'influence de la Chine dans la région.

Israël-Palestine : une volonté d'équilibre au prisme de la *Realpolitik*

Le deuxième dossier d'importance pour l'administration Biden est le conflit israélo-palestinien. C'est sur cette question que Donald J. Trump a marqué le plus de ruptures avec la politique traditionnelle des États-Unis au Moyen-Orient. Le président républicain a accordé, durant ses quatre années à la Maison-Blanche, une forme de blanc-seing complet à Benjamin Netanyahu, cédant sur un certain nombre de principes forts de la diplomatie américaine dans ce conflit.

La décision la plus symbolique a été l'annonce, en décembre 2017, de la reconnaissance par Washington de Jérusalem comme capitale de l'État hébreu et le déplacement, en mai 2018, de l'ambassade américaine de Tel Aviv vers cette capitale contestée. Bien que cette décision se soit appuyée *de jure* sur un texte adopté par le Congrès américain dans les années 1990¹⁰, elle constituait *de facto* une rupture majeure dans la stratégie américaine, qui estimait jusque-là que la question de Jérusalem devait être incluse dans un règlement global du conflit.

En 2019, l'administration Trump a également décidé du retrait des États-Unis de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), suite à l'admission de la Palestine dans cette organisation, quelques mois seulement après avoir arrêté sa contribution financière à l'Agence onusienne pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). En mars 2020, Donald J. Trump, aux côtés de Benjamin Netanyahu et en présence de plusieurs ambassadeurs arabes, présentait le « *deal* du siècle », censé résoudre définitivement le conflit israélo-palestinien. Cet accord reconnaissait la souveraineté d'Israël sur des territoires palestiniens colonisés, en violation des résolutions 242 et 2234 du Conseil de sécurité des Nations unies. En dépit des sommes promises aux Palestiniens en cas d'acceptation de ce *deal*, ce dernier fut immédiatement rejeté par l'Autorité palestinienne. Enfin, autre geste de solidarité sans précédent envers Israël, l'administration Trump reconnaissait en 2019 la souveraineté de l'État hébreu sur le plateau du Golan, partie occupée du territoire syrien. Le secrétaire d'État Mike Pompeo se rendait fin 2020

10. Le texte de loi est disponible sur : www.govtrack.us.

dans les territoires occupés palestiniens pour y reconnaître officiellement la souveraineté israélienne sur certaines colonies.

Un lourd héritage et une volonté de rupture

C'est dans ce contexte que Joe Biden a voulu réaffirmer un retour à des positions plus classiques de la diplomatie américaine dans la région, et ce dès le début de son mandat. Une première mesure, particulièrement symbolique, a rapidement été annoncée : dans les heures qui ont suivi l'investiture du nouveau président américain, le compte Twitter de l'ambassade des États-Unis en Israël a changé de nom, pour devenir le compte de l'« Ambassade américaine en Israël, en Cisjordanie et à Gaza¹¹ ». Bien que, par la suite, cette appellation ait de nouveau été modifiée pour en revenir à la formulation initiale, l'épisode a un temps laissé penser que l'administration Biden allait amorcer une rupture avec l'ère précédente et renouer un dialogue avec les Palestiniens.

Les premières semaines de Joe Biden à la Maison-Blanche ont en effet été marquées par une amorce de changement de la stratégie américaine

Biden réaffirme son soutien à une solution négociée concernant Jérusalem

dans le conflit. Un autre point symbolique a été le délai conséquent qui a séparé la prise de fonction du président et son premier appel au chef du gouvernement israélien d'alors, Benjamin Netanyahu, le 17 février, soit presque un mois après l'investiture. Ce délai a été perçu comme un signe de distanciation de l'administration

Biden vis-à-vis du gouvernement israélien, lequel entretenait déjà des relations tendues avec l'administration Obama.

Sur la question de Jérusalem, et bien que Biden ait dit qu'il ne reviendrait pas sur le transfert de l'ambassade américaine dans la capitale disputée, le nouveau président américain a réaffirmé son soutien à une solution négociée concernant la ville sainte et annoncé l'ouverture prochaine d'un consulat américain à Jérusalem-Est, en territoire palestinien. Cette ouverture a été confirmée en mai 2021 par le secrétaire d'État Antony Blinken¹². En avril, les États-Unis avaient déjà annoncé la reprise des financements de l'UNRWA, montrant ainsi un intérêt renouvelé pour la situation des Palestiniens. Pour l'heure, rien n'indique que les

11. L. Harkov, « US Embassy Changes, then Changes Back Twitter Name », *The Jerusalem Post*, 20 janvier 2021.

12. « Secretary Antony J. Blinken and Palestinian Authority President Mahmoud Abbas Statements to the Press », U.S. Department of State, 25 mai 2021, disponible sur : www.state.gov.

États-Unis s'apprêtent à réintégrer l'UNESCO, mais une telle décision, si elle était prise, serait hautement symbolique.

Un autre fait marquant est la décision prise par Joe Biden de lever les sanctions et limitations de visas imposées sous Donald Trump aux membres de la Cour pénale internationale. Bien qu'officiellement les États-Unis « continuent de fortement désapprouver les actions de la Cour relatives aux situations palestinienne et afghane¹³ », cette levée des sanctions peut être interprétée comme une volonté de garantir une application minimale du droit international humanitaire dans le conflit israélo-palestinien.

Les démocrates et le conflit israélo-palestinien : vers une évolution significative des positions ?

Ces différentes ruptures traduisent l'existence d'un mouvement de fond au sein de la gauche américaine. Au sein même du parti démocrate, les positions à l'égard d'Israël tendent à évoluer. Jusqu'à récemment, seules quelques rares personnalités comme Bernie Sanders prenaient position en faveur des Palestiniens et une tendance semble émerger dans l'aile gauche du parti en faveur d'un rééquilibrage des relations américano-israéliennes. Portée notamment par des élues comme Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar ou Rashida Tlaib, cette tendance vise à exercer une pression américaine sur l'État hébreu pour le contraindre à respecter les droits des Palestiniens et à revenir à la table des négociations¹⁴. La sénatrice Elisabeth Warren, ancienne candidate à la primaire démocrate, a elle-même proposé de conditionner l'aide américaine à Israël, notamment à l'arrêt de la colonisation par l'État hébreu¹⁵.

Le 26 mai 2021, la publication par le *New York Times*, quotidien réputé proche du parti démocrate, des portraits de 67 enfants palestiniens tués lors du conflit ayant opposé le Hamas à Israël – sous le titre « *They Were Only Children*¹⁶ » – constitue également un changement pour la presse américaine. La mise en avant des victimes palestiniennes tranche sur un autre angle médiatique qui consiste à associer habituellement les Palestiniens au Hamas, organisation classée terroriste aux États-Unis.

13. « Ending Sanctions and Visa Restrictions Against Personnel of the International Criminal Court », U.S. Department of State, 2 avril 2021, disponible sur : www.state.gov. Traduction par l'auteur.

14. « U.S. House Democrats Offer Resolution Blocking \$735 million Israel Weapons Sale », *Reuters*, 19 mai 2021.

15. La vidéo de l'intervention d'Elisabeth Warren à la Convention en ligne du mouvement JStreet est disponible sur : www.warren.senate.gov.

16. L'article est disponible sur : www.nytimes.com.

Cette inflexion relative de la gauche américaine en faveur d'une meilleure prise en compte de la position des Palestiniens pourrait être la conséquence du soutien inconditionnel accordé par Donald Trump à Israël durant ses quatre années à la Maison-Blanche. En voulant s'assurer du vote des chrétiens évangéliques¹⁷ et en accordant un blanc-seing à Netanyahu, Trump a probablement contribué à faire de la position américaine dans le conflit israélo-palestinien un enjeu partisan sur la scène politique américaine.

Même du côté de la communauté juive américaine – qui a très majoritairement voté pour les démocrates lors des élections de novembre 2020¹⁸ –, 42 % des personnes sondées pensent que le soutien américain à Israël était excessif sous le mandat de Donald Trump¹⁹. Un chiffre qui fait de cette communauté le groupe religieux le plus critique vis-à-vis du soutien américain à l'État hébreu...

La crise de mai 2021 et le retour de la Realpolitik

Le conflit du printemps 2021 entre le Hamas et Israël a néanmoins permis de nuancer la perception d'une rupture majeure de la position américaine au Proche-Orient. Alors que les territoires palestiniens s'embrasaient sur fond d'expropriations – notamment dans le quartier de Cheikh Jarrah à Jérusalem-Est – et d'affrontements sur l'esplanade des Mosquées, l'administration Biden confirmait son soutien à Israël et au gouvernement Netanyahu, critiquant exclusivement les tirs de roquettes sur l'État hébreu²⁰ et ignorant les appels de plusieurs élus démocrates à condamner la politique israélienne. Ainsi, en dépit de quelques ruptures symboliques avec l'ère Trump, la politique américaine vis-à-vis du conflit israélo-palestinien ne devrait pas connaître de changements majeurs, la *Realpolitik* et les intérêts stratégiques l'emportant sur d'autres considérations à un moment où il apparaît nécessaire de rassurer l'allié israélien sur les discussions en cours avec l'Iran.

Washington et les États arabes du Golfe : vers un repositionnement américain

Durant ses quatre années à la tête des États-Unis, Donald Trump a également accordé un blanc-seing aux dirigeants arabes du Golfe pour leur

17. R. Chaker, « États-Unis et Israël : une affaire de lobby ? », *Moyen-Orient*, n° 50, avril-juin 2021, p. 78-83.

18. G. A. Smith, « White Christians Continue to Favor Trump Over Biden, but Support Has Slipped », Pew Research Center, 13 octobre 2020.

19. G. A. Smith, « U.S. Jews Are More Likely Than Christians to Say Trump Favors the Israelis Too Much », Pew Research Center, 6 mai 2020.

20. « Readout of President Joseph R. Biden, J.-R. Call with Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel », Maison-Blanche, 12 mai 2021, disponible sur : www.whitehouse.gov.

politique régionale : soutien à l'offensive au Yémen avec levée des restrictions sur les ventes d'armes imposées sous Obama²¹, désignation aux côtés de l'*Anti Terror Quartet*²² du Qatar comme soutenant le terrorisme, menace de retirer les forces américaines de la base qatarie d'Al-Udeid au profit d'un autre État²³. Mais le soutien le plus symbolique a été affiché à l'automne 2018 avec la diffusion par la Maison-Blanche d'un communiqué suite à l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Ce dernier, critique de la monarchie wahhabite, avait été assassiné dans le consulat saoudien d'Istanbul par un commando venu d'Arabie, suspecté d'avoir été missionné par le prince héritier Mohamed Ben Salman. Le communiqué américain insiste sur le rôle néfaste de l'Iran au Moyen-Orient, accusé de déstabilisation, et indique qu'aucune sanction américaine ne serait prise à l'encontre du royaume saoudien, au motif de ne pas ouvrir la voie à un renforcement de l'influence commerciale russe et chinoise dans la péninsule arabique²⁴. Accordant ainsi un soutien total au régime saoudien, l'administration Trump a de fait avalisé une relégation au second plan de la question des droits de l'homme au Moyen-Orient.

Biden et les États du Golfe : une politique d'équilibre

Dans sa volonté de rompre avec l'héritage de Donald Trump, et reprenant les fondements de la politique menée par Barack Obama, Joe Biden est revenu rapidement sur quelques décisions de son prédécesseur. L'administration démocrate a par exemple annoncé fin janvier 2021 la suspension de ventes d'armes à destination de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis, lesquelles incluaient pour ces derniers des avions de combat *F-35* – ventes engagées dans les dernières semaines de Trump à la Maison-Blanche²⁵. Cette décision, partiellement révisée en avril 2021, témoigne d'une volonté américaine de limiter la coopération militaire avec des États fréquemment accusés de violations des droits de l'homme, notamment au Yémen.

Antony Blinken retire les Houthis de la liste des organisations terroristes

De même, la décision annoncée par Antony Blinken, en février 2021, de retirer les Houthis de la liste des organisations terroristes²⁶ constitue

21. « Trump to Resume Precision Munitions Deliveries to Saudis: Officials », Reuters, 13 juin 2017.

22. *Anti Terror Quartet* : nom du groupe composé de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis, de Bahreïn et de l'Égypte, à la tête du boycott (voire du blocus) imposé au Qatar en juin 2017.

23. R. Chaker, « La crise du Golfe 2017, un an après », *Politique étrangère*, vol. 83, n° 3, 2018, p. 77-87.

24. A. Zurcher, « Trump Saudi Statement: What the President's Words Reveal », *BBC News*, 20 novembre 2018. Cet article inclut une retranscription et une analyse du communiqué.

25. « GCC News Roundup: Trump Moves to Sell F-35 Fighter Jets to UAE, First Flight Carrying Israeli Tourists Lands in UAE », *Brookings*, 6 décembre 2020.

26. « Revocation of the Terrorist Designations of Ansarallah », U.S. Department of State, 12 février 2021, disponible sur : www.state.gov.

un message fort indiquant que la nouvelle administration ne partage plus nécessairement les vues de ses alliés du Golfe sur la situation au Yémen. Autre signe que la Maison-Blanche semble désormais vouloir procéder à un recentrage de sa politique au profit de la défense des droits de l'homme : la publication en février 2021 du rapport des services américains sur l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi²⁷, qui accuse directement le prince héritier Mohamed Ben Salman d'avoir approuvé l'opération, peut être perçue comme un avertissement de Washington à Riyad. La volonté de Joe Biden de n'échanger qu'avec le roi Salman, et non avec son fils qui fut particulièrement proche de Trump et de Jared Kushner, témoigne du discrédit actuel du prince héritier auprès des nouvelles autorités américaines.

Les États du Golfe et la nouvelle administration : se montrer comme des partenaires responsables

L'élection de Joe Biden à la fin 2020 est intervenue au même moment qu'un certain réchauffement des relations entre États arabes du Golfe, loin des tensions de la crise de 2017. En janvier 2021, au sommet d'Al-Ula, la « réconciliation » entre le Qatar et ses voisins a été officialisée. Bien que les divergences de fond ne semblent pas avoir été levées, le Qatar n'ayant cédé à aucune des treize exigences émises en 2017, cette réconciliation précipitée peut être interprétée comme une volonté des monarchies arabes du Golfe de donner des gages à la nouvelle administration américaine.

De même, les États du Golfe devront apparaître, sur le dossier iranien, comme des États responsables, attachés certes à la non-prolifération mais aussi à la stabilité régionale. En ce sens, les négociations irano-saoudiennes annoncées courant mai 2021 en Irak²⁸ semblent s'inscrire dans cette stratégie d'apaisement. Un possible accord de paix entre Israël et l'Arabie Saoudite – probable dans les années à venir, dans la continuité des accords d'Abraham –, pourrait également contribuer à démontrer la volonté des monarchies arabes du Golfe d'agir comme puissances responsables.

* * *

27. « Assessing the Saudi Government's Role in the Killing of Jamal Khashoggi », U.S. Director of National Intelligence, 11 février 2021, disponible sur : www.dni.gov.

28. N. Younis, « Mediation Nation: Iraq's New Role in Iranian-Saudi Talks », European Council on Foreign Relations, 14 mai 2021.

En l'espace de quelques mois, Joe Biden a réussi à imprimer une marque différente de celle de Donald Trump à la politique américaine au Moyen-Orient. Revenant à une posture diplomatique plus traditionnelle, le nouveau président a réalisé plusieurs ruptures symboliques lui permettant de se distinguer de son prédécesseur. Il accorde visiblement davantage d'importance à la stabilité régionale et à la question des droits de l'homme.

Sur le dossier iranien, un retour à l'accord de Vienne semble désormais possible mais le nouveau président devra toutefois apporter des réponses concrètes sur le programme balistique et l'influence régionale de Téhéran, faute de quoi il peinera à obtenir un véritable soutien des alliés des États-Unis dans la région.

Sur le conflit israélo-palestinien, en dépit de quelques évolutions symboliques et de prises de position inhabituelles au Parti démocrate, les choses ne devraient guère changer. Les marges de manœuvre sont en effet limitées du côté de Washington, Israël demeurant un allié stratégique avec lequel Biden ne peut se permettre de rompre. Les États-Unis devraient ainsi conserver leur poste d'observateur volontairement impuissant dans le conflit.

Enfin, les relations avec les États arabes du Golfe devraient progressivement se rétablir. Après les messages forts envoyés dans les premiers mois de la présidence Biden, les deux parties devraient pouvoir converger vers des objectifs de stabilité et de sortie de crise, notamment au Yémen. Compte tenu de l'âge avancé du roi Salman, le mandat de Biden pourrait se trouver bousculé par un changement de monarque : Washington ne pourrait dès lors plus éviter le prince héritier Mohamed Ben Salman, qui fait jusqu'ici figure de paria pour la nouvelle administration américaine.



Mots clés

Joe Biden
Politique étrangère américaine
Moyen-Orient
Golfe arabo-persique